

unité départementale des Côtes d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 PLERIN

PLERIN, le 19 juillet 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/03/2023

Contexte et constats

Publié sur 

EDP Renewables France SAS

25 Quai Panhard et Levassor
75013 Paris

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/03/2023 dans l'établissement EDP Renewables France SAS implanté Kergueviou 22390 Bourbriac. L'inspection a été annoncée le 14/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EDP Renewables France SAS
- Kergueviou 22390 Bourbriac
- Code AIOT : 0005517603
- Régime : Autorisation
-

Le parc éolien de Bourbriac a été autorisé par un permis de construire en date du 26 avril 2007. Il bénéficie d'une antériorité au titre ICPE. Il comporte 5 éoliennes chacune d'une hauteur de 125m en bout de pale pour une puissance unitaire de 2 MW.

Un incendie est survenu le 5 août 2022 sur l'éolienne E3 (l'éolienne E3 était en fonctionnement lors de la survenue de l'incendie) du parc éolien de Bourbriac.

Suite à cet incident, un arrêté de mesures d'urgence a été pris le 09 août 2022 pour suspendre l'exploitation du parc éolien et pour cadrer les mesures réactives de mise en sécurité à mettre en place.

Le 24 octobre 2022, l'exploitant a porté à la connaissance de Monsieur le Préfet des Côtes d'Armor le protocole de redémarrage des quatre éoliennes non impactées par l'incendie. Ce dossier vise à détailler les mesures mises en place pour redémarrer les éoliennes E1, E2, E4 et E5 en sécurité.

Après analyse du porter à connaissance par l'inspection des installations classées, un arrêté préfectoral encadrant les conditions d'exploitation des éoliennes E1, E2, E4 et E5 a été pris 28 novembre 2022.

L'objectif de l'inspection du 15 mars 2023 consiste à vérifier le respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 28 novembre 2022 encadrant les conditions d'exploitation des éoliennes E1, E2, E4 et E5.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Conditions de maintenance spécifiques	AP de Mesures Conservatoires du 28/11/2022, article 2
2	Mesures complémentaires pour prévenir un risque incendie en nacelle	AP de Mesures Conservatoires du 28/11/2022, article 3
3	Retour d'expérience	AP de Mesures Conservatoires du 28/11/2022, article 4

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées ne constate pas d'écarts par rapport aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 28 novembre 2022.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conditions de maintenance spécifiques

Référence réglementaire : AP de Mesures Conservatoires du 28/11/2022, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de maintenance spécifiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les éoliennes E1, E2, E4 et E5 doivent suivre les conditions de maintenance définies dans le porter à connaissance, remis en préfecture le 24 octobre 2022. Ce mode de maintenance est précisé dans la procédure en vigueur « Annexe 1 - Bourbriac 1, 2, 4 & 5 - Protocole de redémarrage des quatre éoliennes non impactées ». La procédure ne pourra être actualisée que pour renforcer les dites mesures. Ce mode de maintenance doit être appliqué pour ces éoliennes tant que l'analyse complète des causes racines ne sera pas connue.
Constats : Les quatre éoliennes (E1, E2, E4 et E5) ont été remises en service le 5 décembre 2022. À partir du début janvier 2023, des inspections mensuelles ont été effectuées. Les inspections de janvier et février ont révélé des signes de décharge sur les pieds de transformateur des éoliennes E2 et E5. Le remplacement des pieds de transformateur a été effectué les 6 et 10 mars 2023. L'inspection mensuelle du mois d'avril 2023 sur les éoliennes E1, E2 et E5 ne soulève pas de défauts sur les connexions du transformateur électrique. Cependant, lors de l'inspection mensuelle d'avril 2023, un défaut a été détecté sur la gaine d'un câble électrique à haute tension provenant de la turbine E4. Le constructeur atteste en date du 09/03/2023 que ce câble a été réparé dans les règles en vigueur.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Mesures complémentaires pour prévenir un risque incendie en nacelle

Référence réglementaire : AP de Mesures Conservatoires du 28/11/2022, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures complémentaires pour prévenir un risque incendie en nacelle
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Cet article est applicable dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté et sous condition que les mesures détaillées ci-dessous ne remettent pas en cause le bon fonctionnement des aérogénérateurs. Afin de prévenir un risque incendie en nacelle sur les éoliennes E1, E2, E4 et E5, les aérogénérateurs sont équipés, à proximité des équipements identifiés comme à risque (notamment le transformateur) : <ul style="list-style-type: none">• d'un détecteur de fumées secouru électriquement avec transmission GSM dans la nacelle ;• d'un système d'extinction automatique en nacelle.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté un courriel du constructeur, Vestas, daté du 15 mars 2023. Dans ce courriel, Vestas affirme avoir installé un système d'extinction automatique en nacelle entre le 20 et le 23 février 2023. L'engagement de la part du constructeur est étayé par des photographies. L'exploitant indique que les éoliennes sont dotées d'un détecteur de fumées secouru électriquement avec transmission GSM.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Retour d'expérience

Référence réglementaire : AP de Mesures Conservatoires du 28/11/2022, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Retour d'expérience
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un retour d'expérience de ce mode de maintenance spécifique sera réalisé et envoyé à la préfecture tous les 6 mois à partir du redémarrage des éoliennes.
Constats : Post inspection, l'exploitant a transmis un retour d'expérience le 1er juin 2023 concernant les conditions de maintenance des éoliennes E1, E2, E4 et E5. L'exploitant s'engage sur les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">- Depuis janvier 2023, des inspections mensuelles ont été effectuées sur les parties haute et moyenne tension des éoliennes.- Au début du mois de mars 2023, les blocs supports des transformateurs des éoliennes E2 et E5 ont été remplacés.- Les éoliennes sont équipées d'un système d'extinction en nacelle et d'un système de détection incendie avec transmission GSM. La conclusion du retour d'expérience est la suivante : "le protocole prévu pour accompagner le redémarrage des quatre éoliennes du parc non impactées semble adapté et sera poursuivi jusqu'à l'obtention de l'analyse complète de cause racine de l'incendie et l'application des mesures préconisées, s'il y en a".
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet